

# SOMMAIRE

## **Introduction : Reconnaître et développer l'Économie sociale et solidaire**

- 1. Qu'est-ce que l'ESS ?
- 2. Reconnaître les acteurs de l'ESS

## **I. Amplifier le financement des entreprises et structures de l'Économie sociale et solidaire**

- I-1. Définir le périmètre du secteur pour amplifier les financements orientés vers les entreprises de l'ESS
- I-2. Rénover l'agrément « entreprise solidaire » pour financer l'utilité sociale
- I-3. Réformer les titres associatifs pour créer de nouvelles voies de financement des associations
- I-4. Créer des certificats mutualistes pour développer les fonds propres des mutuelles

## **II. Donner du pouvoir d'agir aux salariés**

- II-1. Créer un droit d'information préalable des salariés pour favoriser les reprises d'entreprises en bonne santé par les salariés
- II-2. Développer le modèle coopératif pour créer 40 000 emplois dans les SCOP en cinq ans
- II-3. Remettre les principes coopératifs au cœur de la gouvernance des coopératives
- II-4. Développer les coopératives d'activité et d'emploi (CAE) pour multiplier les salariés-entrepreneurs

## **III. Créer de l'emploi dans les territoires**

- III-1. Multiplier les Pôles territoriaux de coopération économique (PTCE) pour créer des emplois non délocalisables
- III-2. Inscrire l'ESS dans les contrats de développement territorial du « Grand Paris »
- III-3. Développer l'emploi privé au service de l'intérêt général avec les Sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC)

## **IV. Consolider le modèle économique des entreprises de l'Économie sociale et solidaire**

- IV-1. Donner une définition législative de la subvention pour sécuriser les relations entre les associations et les acteurs publics
- IV-2. Moderniser le cadre juridique des sociétés coopératives
- IV-3. Moderniser le cadre institutionnel et juridique des mutuelles
- IV-4. Conforter le modèle mutualiste en permettant la coassurance des acteurs
- IV-5. Améliorer le contrôle des allégations sociales et équitables pour soutenir le développement du commerce équitable

## **V. Inscrire les politiques publiques de l'Économie sociale et solidaire dans la durée**

- V-1. Renforcer les missions du Conseil supérieur de l'Économie sociale et solidaire (CSESS) pour construire une politique partenariale associant les acteurs
- V-2. Structurer le réseau des Chambres régionales de l'Économie sociale et solidaire (CRESS) pour assurer la coordination territoriale de l'ESS